

RAPPORT DE GESTION

Le 10 novembre 2016

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem)].

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas de façon significative au-delà des niveaux actuellement prévus.
- Les investissements dans la marque permettront de transformer les perceptions et renforceront la notoriété de nos plateformes de médias numériques et de nos solutions de marketing.
- Nous serons en mesure d'acquérir de nouveaux clients au rythme actuellement prévu, lequel générera les produits moyens par client actuellement prévus.
- Les taux de renouvellement des clients, de même que notre capacité à vendre de nouveaux produits à nos clients qui renouvellent leur contrat, ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus.
- Le taux de recul des produits tirés des médias imprimés demeurera stable.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui offriront aux clients le rendement sur le capital investi prévu.
- Les produits et la rentabilité de nos filiales ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus.
- Les investissements effectués dans le nouveau contenu et l'expérience numérique au sein de nos médias détenus et exploités préserveront le bassin d'utilisateurs des médias numériques.
- La combinaison des produits entre nos services et solutions numériques de revente détenus et exploités ne sera pas très différente de ce qui est actuellement prévu.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.
- Nous serons en mesure de réaliser des gains au chapitre de l'efficience.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion, ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une récession qui persiste dans les principaux marchés de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias.
- Le ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société à concevoir les systèmes et les plateformes d'information et de technologies de l'information nécessaires à la mise en œuvre du plan de retour à la croissance de la Société.
- L'incapacité de la Société à mettre en œuvre son plan de retour à la croissance ou des délais dans la mise en œuvre de ce dernier ou d'autres circonstances, pourraient se traduire par des charges pour dépréciation supplémentaires.
- L'incapacité de la Société de réaliser des économies de coûts.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- Le montant de la dette de la Société et le respect des clauses restrictives applicables en vertu de ses instruments d'emprunt pourraient nuire à ses efforts en vue de refinancer sa dette.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche et des sites Web individuels.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société.

DÉFINITIONS NÉCESSAIRES À LA COMPRÉHENSION DE NOS RÉSULTATS

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure du rendement définie par les IFRS et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. La définition du BAIIA ajusté n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 15 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car il reflète la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société d'assurer le service de sa dette et de satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous considérons les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur important de la performance de nos activités puisqu'ils présentent le montant en trésorerie disponible pour rembourser la dette et prendre des décisions d'investissement avisées. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents, de même que la performance d'une société. La mesure financière définie par les IFRS qui s'y apparente le plus est celle des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Se reporter à la section 4, Flux de trésorerie disponibles, pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles.

Dette nette

La dette nette est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons la dette nette comme la tranche à court terme de la dette à long terme, plus la dette à long terme et les débiteures échangeables, moins la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de Pages Jaunes Limitée. Nous considérons la dette nette comme un indicateur important de notre levier financier, car elle représente le montant de la dette qui n'est pas couvert par la trésorerie disponible. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette pour établir le levier financier d'une société. Il n'existe aucune mesure financière selon les IFRS directement comparable à la dette nette; elle est calculée selon certaines catégories d'actif et de passif des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Se reporter à la section 3, Situation de trésorerie et sources de financement, pour un rapprochement de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, et de la dette nette.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. ACTIVITÉS ET STRATÉGIE ET CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

NOS ACTIVITÉS

Pages Jaunes est l'une des principales entreprises de médias numériques et de solutions marketing au Canada qui offre aux marchands locaux, aux marques nationales et aux clients les outils dont ils ont besoin pour les aider à interagir et à faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, qui comprennent notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le réseau interne de la Société compte environ 1 000 professionnels des ventes spécialisés dans la conception de campagnes de marketing numérique à valeur ajoutée pour les entreprises locales partout au Canada et chargés du soutien à la clientèle de la Société, qui compte environ 243 000 PME.

La Société travaille activement à renforcer sa position sur le marché en lançant des solutions numériques qui répondent aux besoins ciblés des PME et des consommateurs au sein des principaux marchés verticaux.

Le réseau DuProprio/ComFree (« DPCF »), acquis en juillet 2015, fait de Pages Jaunes un chef de file du marché immobilier interconsommateurs canadien, qui offre aux propriétaires de maison des médias et de l'expertise fiables afin de leur permettre de vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves. Environ 20 % de toutes les inscriptions et ventes immobilières au Québec sont représentées par l'entremise de DPCF, et diverses initiatives sont actuellement en cours pour faire croître l'utilisation de la plateforme en Ontario.

Grâce à Bookenda, la Société améliore sa proposition de valeur aux propriétaires de restaurants locaux. Le système de gestion des réservations de Bookenda offre aux restaurants une solution complète qui leur permet de gérer les réservations et les commandes, d'accroître leur visibilité sur le marché et de favoriser la fidélisation des clients, le tout à prix concurrentiel.

La portée des solutions de marketing de Pages Jaunes s'étend au-delà des PME, car elles répondent également aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. L'acquisition de JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles de premier plan, en mars 2016, en parallèle avec la division Mediative de la Société, ont positionné la Société en tant qu'agence de publicité nationale fixe et mobile. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs. En tirant parti de ces technologies programmatiques exclusives, d'une base de données avancée sur les consommateurs, d'un réseau d'éditeurs et de relations précieuses avec plusieurs grands annonceurs nationaux d'envergure, les programmes de publicité numérique nationale de Pages Jaunes permettent aux marques et aux éditeurs de maximiser leurs revenus et leur portée au sein des plateformes fixes et mobiles.

Produits offerts aux consommateurs

Les médias fixes, mobiles et imprimés détenus et exploités par Pages Jaunes continuent d'être des marchés efficaces pour les marchands, les marques et les consommateurs canadiens. Pour aider les Canadiens à découvrir leurs quartiers, le réseau de médias de la Société devient de plus en plus spécialisé dans les marchés verticaux de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ^{MC} – disponible comme application mobile et en ligne à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- DuProprio/ComFree – à l'heure actuelle le site immobilier dominant au Québec et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles pour les aider à prendre les bonnes décisions en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.

- Bookenda.com – une plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer facilement les réservations et les commandes.
- dine.TO – offre aux utilisateurs de la région du Grand Toronto une base de données exhaustive d'inscriptions de restaurants locaux, de critiques, de rabais, de listes de lecture et d'événements.
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

STRATÉGIE ET CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

Le plan de retour à la croissance (le plan), qui a été lancé au début de 2014, vise à atteindre trois objectifs principaux qui permettront à Pages Jaunes de se positionner en tant que chef de file en matière de médias numériques au Canada : 1) améliorer sa proposition de valeur aux marchands locaux et aux marques nationales en termes de marketing numérique efficace, 2) augmenter la notoriété et l'utilisation de son réseau de médias numériques auprès des consommateurs et 3) renforcer la perception de la marque numérique de la Société parmi les Canadiens. Depuis le lancement du plan, nous avons fait des progrès notables, à savoir l'atteinte d'une certaine stabilisation de la clientèle et des produits consolidés à mesure que nous effectuons notre transition pour devenir une entreprise axée sur le numérique, ainsi que la réduction importante de notre niveau d'endettement. Alors que la mise en œuvre du plan se poursuit, nous avons entrepris un examen de notre stratégie d'affaires et une révision des perspectives de la direction dans le but de soutenir le succès durable à long terme de notre entreprise axée sur le numérique. Les secteurs où nous continuerons de concentrer nos efforts comprennent le portefeuille de produits, la stratégie de mise en marché, la force de nos marques, nos plateformes d'exploitation, la croissance des produits à long terme et du BAIIA ajusté et notre politique de répartition du capital. La Société prévoit terminer ce processus au début de 2017.

Les principaux faits saillants trimestriels relativement à la mise en œuvre du plan de Pages Jaunes comprennent les éléments suivants :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 8,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 138,6 M\$ au troisième trimestre clos le 30 septembre 2016, ce qui représente 68,9 % des produits consolidés.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 56,9 M\$, ou 28,3 % des produits, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2016, comparativement à 63,8 M\$, ou 30,3 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société s'est élevé à 243 000 au 30 septembre 2016, comparativement à 246 000 au 30 septembre 2015, ce qui représente un recul net de 3 000 clients d'un exercice à l'autre, soit une amélioration significative par rapport à la baisse nette de 14 000 clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a atteint 109,4 millions pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, comparativement à 124,1 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO, et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.
- Remboursement de la dette : la Société a effectué un paiement de 36 M\$ pour le rachat obligatoire du capital de ses billets garantis de premier rang à 9,25 % le 31 mai 2016 et prévoit effectuer un paiement de 61,1 M\$ le 30 novembre 2016, ce qui portera le total des paiements de rachat obligatoire du capital pour 2016 à environ 97,1 M\$.

En raison de la croissance des produits qui a été moins élevée que prévu dans les canaux de vente nationaux de Pages Jaunes (JUICE et Mediative), la croissance pro forma des produits tirés des médias et solutions numériques pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 devrait se situer entre 5 % et 8 %, comparativement aux prévisions de 9 % à 11 % présentées précédemment. Nous prévoyons atteindre une marge sur BAIIA ajusté d'environ 29 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à la prévision de 28 % présentée précédemment, puisque ces unités d'exploitation exercent leurs activités à des marges sur BAIIA ajusté moins élevées.

Rehausser la proposition de valeur aux clients

Le nombre de clients de la Société s'est élevé à 243 000 clients au 30 septembre 2016, comparativement à 246 000 clients au 30 septembre 2015, ce qui représente un recul net de 3 000 clients d'un exercice à l'autre, soit une amélioration significative par rapport à la baisse nette de 14 000 clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

La croissance du nombre de clients demeure un facteur crucial de la capacité de la Société à atteindre une croissance durable des produits et du BAIIA ajusté. Pour la période de douze mois close le 30 septembre 2016, Pages Jaunes Société a acquis 40 200 nouveaux clients, ce qui représente un résultat supérieur au résultat de la période correspondante de l'exercice précédent de 27 200 nouveaux clients. Diverses initiatives sont actuellement mises en œuvre afin de promouvoir la génération et la conversion d'occasions d'affaires au sein de l'effectif de vente de la Société, notamment des campagnes publicitaires ciblées pour la génération d'occasions d'affaires, de nouveaux outils de vente, de même que de nouveaux produits conçus spécifiquement pour répondre aux besoins des PME.

Le taux de renouvellement des clients s'est établi à 83 % pour la période de douze mois close le 30 septembre 2016, comparativement à un taux de renouvellement de 85 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux de renouvellement des clients a été affecté défavorablement par le rythme accéléré d'acquisition de clients. Généralement, les nouveaux clients présentent un taux plus élevé de roulement que les cohortes de clients antérieures. Dans le but de maintenir les taux de renouvellement des clients, Pages Jaunes a mis en place des équipes spécialisées en matière d'intégration et de fidélisation. La Société travaille activement à l'amélioration de la performance des équipes de ventes, de service à la clientèle et de traitement des commandes en leur fournissant des outils bonifiés pour concevoir et offrir des campagnes de marketing numérique à valeur ajoutée. Pages Jaunes continue d'investir dans des secteurs dans lesquels elle enregistre une croissance et de développer une expertise interne afin de mieux aider ses clients et de positionner la Société pour l'avenir. Le nombre de clients recourant exclusivement aux produits numériques a augmenté pour s'établir à 72 200, soit une proportion de 30 % des clients, au 30 septembre 2016, ce qui représente une hausse par rapport à 49 100, soit une proportion de 20 % des clients, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Grâce aux nouvelles plateformes et aux nouveaux processus mis en place, la Société a accru l'efficacité et la productivité de ses activités de traitement des commandes de produits directement avec les clients et de produits numériques.

ACQUISITION DE CLIENTS ET RENOUVELLEMENT DES CONTRATS¹

Pour les périodes de douze mois closes les 30 septembre	2016	2015
Nombre de clients ²	243 000	246 000
Nouveaux clients	40 200	27 200
Taux de renouvellement des clients	83 %	85 %

¹ Clients des activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Aux 30 septembre.

Mettre en valeur les actifs liés aux médias

Le total des visites sur nos médias numériques a atteint 109,4 millions pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, comparativement à 124,1 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que le total des visites sur nos médias numériques se soit amélioré légèrement au cours du troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016, lequel a atteint 106,2 millions, il demeure affecté par les changements constants apportés depuis la fin de 2015 à la présentation des pages de résultats de recherche du Web mobile de Google, et qui ont poussé les résultats naturels de tous les éditeurs de contenu Web mobile plus bas dans les pages de recherche de Google. Le classement en tête de Pages Jaunes parmi les résultats naturels du Web mobile de Google est toutefois demeuré relativement inchangé, malgré les changements apportés à la présentation, ce qui reflète la pertinence et la qualité élevées des données de la Société.

Proposer des fonctionnalités et une expérience améliorées pour l'utilisateur demeure une priorité pour Pages Jaunes. Des améliorations continues à la page de résultats de recherche de PJ.ca, de même que des partenariats qui offrent une valeur ajoutée aux utilisateurs, comme celui avec l'application Apple Plans, se traduisent par des bassins de consommateurs plus intéressés, une augmentation de l'utilisation directe et un meilleur rendement sur le capital investi pour les marchands qui annoncent sur les médias numériques de Pages Jaunes.

Promouvoir les possibilités de la marque

Dans le but d'accroître la notoriété des programmes de marketing numérique de Pages Jaunes et de mettre en évidence leur incidence sur la croissance des entreprises locales, la Société a ouvert sa propre petite entreprise, *The Lemonade Stand*, dans le quartier The Beaches à Toronto, en Ontario. La Société a réussi à accroître les activités du stand de limonade, un magasin éphémère jusque-là inconnu, qui vend de la limonade et des desserts à base de citron, en utilisant seulement les solutions de marketing numérique de Pages Jaunes. Afin de mettre en évidence l'incidence que les programmes de marketing numérique de Pages Jaunes ont sur la croissance des entreprises locales, le stand à limonade a été utilisé dans le cadre d'une campagne multimédia nationale. La campagne, qui a été lancée à la fin de mai 2016, a grandement amélioré la perception de Pages Jaunes en tant que fournisseur fiable de solutions de marketing et de publicité numérique. Elle a aussi accru la probabilité que des annonceurs envisagent Pages Jaunes comme fournisseur pour leurs besoins en marketing. L'histoire de la campagne peut être visionnée sur le Carrefour Affaires 360° à l'adresse <https://carrefouraffaires.pj.ca/the-lemonade-stand>.

2. RÉSULTATS

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance. Certaines de ces mesures ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

PERFORMANCE GLOBALE

- Les produits se sont établis à 201,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, ce qui représente une diminution de 9,5 M\$, ou 4,5 %, par rapport à la période correspondante de 2015.
- Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 8,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 138,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2016. Au troisième trimestre de 2016, les produits tirés des médias et solutions numériques représentaient 68,9 % des produits consolidés, ce qui représente une augmentation par rapport à 60,7 % pour la période correspondante de 2015.
- Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté) a diminué de 6,9 M\$, ou 10,8 %, par rapport à la période correspondante en 2015, pour s'établir à 56,9 M\$.

FAITS SAILLANTS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION ET LES POURCENTAGES)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2016	2015
Produits	201 142 \$	210 593 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	56 949 \$	63 810 \$
Marge sur BAIIA ajusté	28,3 %	30,3 %
Bénéfice net	3 774 \$	13 155 \$
Bénéfice de base par action	0,14 \$	0,49 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	73 364 \$	54 287 \$
Flux de trésorerie disponibles	58 222 \$	34 625 \$

PRODUITS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

↓ (4,5) %

T3 2016	201,1 \$
T3 2015	210,6 \$

BAIIA AJUSTÉ

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

↓ (10,8) %

T3 2016	56,9 \$
T3 2015	63,8 \$

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos				
les 30 septembre				
	2016	2015	2016	2015
Produits	201 142 \$	210 593 \$	615 256 \$	621 266 \$
Coûts d'exploitation	144 193	146 783	437 483	425 077
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et charges spéciales	56 949	63 810	177 773	196 189
Amortissements	26 838	21 161	77 137	60 045
Frais de restructuration et charges spéciales	9 691	9 113	15 468	13 666
Bénéfice d'exploitation	20 420	33 536	85 168	122 478
Charges financières, montant net	13 323	14 775	43 469	45 630
Bénéfice avant impôt sur le résultat	7 097	18 761	41 699	76 848
Charge d'impôt sur le résultat	3 323	5 606	13 821	21 659
Bénéfice net	3 774 \$	13 155 \$	27 878 \$	55 189 \$
Bénéfice de base par action	0,14 \$	0,49 \$	1,05 \$	2,07 \$
Bénéfice dilué par action	0,14 \$	0,44 \$	1,00 \$	1,80 \$

Aux 30 septembre		2016	2015
Total de l'actif		1 700 089 \$	1 757 811 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débetures échangeables)		371 132 \$	473 422 \$
Débetures échangeables		91 734 \$	90 084 \$

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS**Produits**

Les produits ont diminué de 4,5 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 201,1 M\$ au troisième trimestre de 2016, comparativement à 210,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les produits ont diminué de 1 % pour s'établir à 615,3 M\$, comparativement à 621,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 s'explique par la baisse des produits tirés des médias imprimés. Les produits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 comprennent les produits tirés de nos entreprises nouvellement acquises, DPCF et JUICE, le 1^{er} juillet 2015 et le 17 mars 2016, respectivement. Sur une base pro forma, pour tenir compte d'un ajustement des produits reflétant l'inclusion complète de DPCF et de JUICE en 2015 et l'inclusion complète de JUICE au premier trimestre de 2016, les produits ont diminué de 7 % et de 6 % d'un exercice à l'autre pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, respectivement.

Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 8,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 138,6 M\$ au troisième trimestre de 2016, ou 68,9 % des produits, comparativement à 127,8 M\$, ou 60,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 15,5 % pour s'établir à 412,6 M\$, ou 67,1 % des produits, comparativement à 357,1 M\$, ou 57,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base pro forma, les produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 ont augmenté de 3 % et de 6 % d'un exercice à l'autre, respectivement. Les activités locales de Pages Jaunes ont contribué favorablement à la croissance pro forma des produits tirés des médias et solutions numériques, en raison de l'accélération de l'acquisition de clients et de l'augmentation des dépenses à l'égard des produits numériques parmi les clients de la Société qui renouvellent leur contrat. Pour les périodes de douze mois closes les 30 septembre 2015 et 2016, 44 % des clients qui renouvellent leur contrat ont augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles d'un exercice à l'autre. La croissance pro forma des produits tirés des médias et solutions numériques a aussi bénéficié de l'expansion du réseau de vendeurs et d'acheteurs immobiliers de DPCF au Québec et en Ontario, de même que de la croissance des produits de nos activités de publicité nationale (JUICE et Mediative), malgré des résultats moins élevés que prévu.

Les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 24,4 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 62,6 M\$ au troisième trimestre clos le 30 septembre 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 23,3 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 202,6 M\$. Les produits tirés des médias imprimés ont subi l'incidence défavorable d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la migration des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique.

PÉNÉTRATION DE LA CLIENTÈLE¹

Aux 30 septembre	2016	2015
Médias imprimés	70 %	80 %
Médias numériques détenus et exploités²	69 %	65 %
Positionnement prioritaire en ligne	61 %	60 %
Positionnement prioritaire mobile	26 %	27 %
Services numériques³	10 %	10 %

VARIATION DES DÉPENSES¹

Pour les périodes de douze mois closes les 30 septembre	2016	2015
Chez les clients qui ont renouvelé leur contrat¹		
Augmentation des dépenses⁴		
Distribution des clients	44 %	44 %
% des produits	31 %	32 %
Dépenses stables⁵		
Distribution des clients	38 %	38 %
% des produits	27 %	28 %
Diminution des dépenses⁶		
Distribution des clients	18 %	18 %
% des produits	42 %	40 %
Produits moyens par client	2 755 \$	2 970 \$

INDICATEURS D'EXPLOITATION

Aux 30 septembre	2016	2015
Clients recourant exclusivement aux produits numériques ¹	72 200	49 100
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens) ⁷	138 581 \$	127 838 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits ⁷	68,9 %	60,7 %

¹ Clients des activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de NetSync, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

³ Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de PrésencePro étendue, de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook ou d'affichage numérique ciblé.

⁴ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses de plus de 5 % d'un exercice à l'autre.

⁵ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses allant de 0 % à 5 % d'un exercice à l'autre.

⁶ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une diminution des dépenses d'un exercice à l'autre.

⁷ Pour les trimestres clos les 30 septembre.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a diminué de 6,9 M\$ pour s'établir à 56,9 M\$ au troisième trimestre de 2016, comparativement à une diminution de 11,5 M\$, pour s'établir à 63,8 M\$ à la période correspondante de 2015, ce qui représente une baisse de 10,8 % d'un exercice à l'autre au cours du troisième trimestre de 2016, comparativement à une baisse de 15,2 % d'un exercice à l'autre au cours du troisième trimestre de 2015. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le BAIIA ajusté a diminué pour s'établir à 177,8 M\$, comparativement à 196,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de 2016 s'est établie à 28,3 %, comparativement à 30,3 % pour le troisième trimestre de 2015, et elle s'est établie à 28,9 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 31,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 est imputable principalement à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à une modification de la composition des produits, facteurs partiellement contrebalancés par des initiatives d'économie de coûts. La baisse de la marge sur BAIIA ajusté a également été influencée par l'acquisition de JUICE, qui exerce ses activités à une marge sur BAIIA ajusté inférieure à celle de Pages Jaunes avant l'acquisition.

Le coût des produits vendus a diminué de 0,3 M\$ pour s'établir à 82,7 M\$ au troisième trimestre de 2016, comparativement à 83 M\$ pour le troisième trimestre de 2015, et il a augmenté de 9,7 M\$ pour s'établir à 248,2 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 238,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du troisième trimestre de 2016 s'explique surtout par les initiatives d'économie de coûts, facteur contrebalancé par l'acquisition de JUICE le 17 mars 2016 et par une modification de la composition des produits. L'augmentation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 découle principalement de l'acquisition de DPCF et de JUICE le 1^{er} juillet 2015 et le 17 mars 2016, respectivement, ainsi que d'une modification de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par les initiatives d'économie de coûts.

Au troisième trimestre de 2016, la marge brute a diminué pour s'établir à 58,9 %, comparativement à 60,6 % pour le troisième trimestre de 2015, et elle a diminué pour s'établir à 59,7 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 61,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une modification de la composition des produits et à l'acquisition de DPCF et de JUICE, dont les activités génèrent une marge brute moins élevée que Pages Jaunes avant les acquisitions, facteurs contrebalancés en partie par les efficiences opérationnelles.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 2,3 M\$ pour s'établir à 61,5 M\$ au cours du troisième trimestre de 2016, comparativement à 63,8 M\$ pour la période correspondante de 2015, et ils ont augmenté de 2,7 M\$ pour s'établir à 189,3 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 186,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre s'explique par les économies de coûts découlant du réaligement de l'entreprise mis en œuvre aux troisième et quatrième trimestres de 2015, facteur contrebalancé en partie par des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi au troisième trimestre de 2015. L'augmentation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 est principalement attribuable aux charges liées à DPCF et à JUICE et aux modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, facteurs contrebalancés par les économies de coûts découlant du réaligement de l'entreprise mis en œuvre aux troisième et quatrième trimestres de 2015.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté pour s'établir à 26,8 M\$ au troisième trimestre de 2016, comparativement à 21,2 M\$ au troisième trimestre de 2015, et ont augmenté pour s'établir à 77,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 60 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse la transformation numérique des activités de la Société, de même que par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 9,7 M\$ et de 15,5 M\$, respectivement (9,1 M\$ et 13,7 M\$, respectivement, en 2015), liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre ainsi qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 1,5 M\$ pour s'établir à 13,3 M\$ au troisième trimestre de 2016, comparativement à 14,8 M\$ pour la période correspondante de 2015, et ont diminué de 2,2 M\$ pour s'établir à 43,5 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 45,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par une baisse du niveau de la dette, contrebalancée en partie par les taxes de vente découlant du règlement d'avis de cotisation liés aux charges financières et aux pertes de change. Aux 30 septembre 2016 et 2015, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 9 %.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,7 % pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2015 et 2016. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a comptabilisé des charges d'impôt de 3,3 M\$ et de 13,8 M\$, respectivement (5,6 M\$ et 21,7 M\$, respectivement, en 2015). La Société a inscrit une charge d'impôt de 46,83 % et de 33,14 % sur le bénéfice pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, respectivement (29,88 % et 28,19 %, respectivement, en 2015).

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 3,8 M\$ au troisième trimestre de 2016, comparativement à 13,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net a diminué pour s'établir à 27,9 M\$, comparativement à 55,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 est principalement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des amortissements, qui découlent principalement de la hausse des dépenses d'investissement liée à la transformation numérique de la Société, de même qu'à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION ET LES POURCENTAGES)

	2016			2015				2014
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	201 142 \$	210 487 \$	203 627 \$	208 505 \$	210 593 \$	204 771	205 902 \$	215 319 \$
Coûts d'exploitation	144 193	151 556	141 734	144 007	146 783	143 178	135 116	150 487
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	56 949	58 931	61 893	64 498	63 810	61 593	70 786	64 832
Marge sur BAIIA ajusté	28,3 %	28,0 %	30,4 %	30,9 %	30,3 %	30,1 %	34,4 %	30,1 %
Amortissements	26 838	25 440	24 859	20 792	21 161	20 212	18 672	22 003
Frais de restructuration et charges spéciales	9 691	1 519	4 258	17 168	9 113	2 551	2 002	5 714
Bénéfice d'exploitation	20 420	31 972	32 776	26 538	33 536	38 830	50 112	37 115
Bénéfice net	3 774	10 953	13 151	5 866	13 155	16 510	25 524	95 225
Bénéfice de base par action	0,14 \$	0,41 \$	0,49 \$	0,22 \$	0,49 \$	0,62 \$	0,95 \$	3,53 \$
Bénéfice dilué par action	0,14 \$	0,38 \$	0,45 \$	0,21 \$	0,44 \$	0,54 \$	0,81 \$	2,88 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre en raison essentiellement de la perte globale de clients et du recul des dépenses liées aux médias imprimés de nos clients qui renouvellent leur contrat, facteurs contrebalancés par une augmentation du nombre de clients des médias numériques. L'acquisition de DPCF, le 1^{er} juillet 2015, a eu une incidence favorable sur les produits à partir du troisième trimestre de 2015. L'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, a aussi eu une incidence favorable sur les produits à compter du deuxième trimestre de 2016.

La marge sur BAIIA ajusté a augmenté au premier trimestre de 2015, en raison du moment où ont été effectués divers investissements liés à l'exécution de la transformation numérique de la Société et de l'incidence favorable des modifications apportées à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi. Les marges sur BAIIA ajusté sont demeurées relativement stables du deuxième trimestre de 2015 au premier trimestre de 2016, la baisse des produits tirés de médias imprimés, les modifications de la composition des produits, les investissements liés au plan et l'acquisition de DPCF ayant été contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts et la baisse des charges liées aux employés. La marge sur BAIIA ajusté a diminué aux deuxième et troisième trimestres de 2016 en raison de l'acquisition de JUICE.

Les amortissements sont demeurés relativement stables tout au long de 2014 et de 2015. Les amortissements ont augmenté au cours des trois premiers trimestres de 2016 en raison du déploiement de plateformes et d'applications dans le cadre de la transformation numérique de la Société. L'augmentation de l'amortissement a été plus marquée aux deuxième et troisième trimestres de 2016 en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

À mesure que la Société progresse dans le déploiement de son plan et de sa transformation, passant d'une entreprise axée sur les médias imprimés à une entreprise axée sur les médias numériques, elle a entamé des réductions de la main-d'œuvre et des initiatives de contrôle des coûts qui ont donné lieu à des frais de restructuration et des charges spéciales au cours des derniers trimestres.

Au quatrième trimestre de 2015 et au troisième trimestre de 2016, notre bénéfice net a subi l'incidence négative de la hausse des frais de restructuration découlant des réorganisations internes et de la réduction de la main-d'œuvre, alors qu'au quatrième trimestre de 2014, il avait profité de l'incidence favorable d'une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt à la suite du règlement d'avis de cotisation.

3. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES)

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie	72 123 \$	67 253 \$
Billets garantis de premier rang	370 720 \$	406 733 \$
Débetures échangeables	91 734	90 478
Obligations en vertu de contrats de location-financement	412	620
Dette nette	390 743 \$	430 578 \$
Capitaux propres	716 677	759 524
Capitalisation totale	1 107 420 \$	1 190 102 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	35,3 %	36,2 %

LE RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ DES DOUZE DERNIERS MOIS¹



STRUCTURE DU CAPITAL (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)



Au 30 septembre 2016, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 390,7 M\$, comparativement à 430,6 M\$ au 31 décembre 2015.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 1,6 fois au 30 septembre 2016, comparativement à 1,7 fois au 31 décembre 2015. La diminution est attribuable à la diminution du niveau d'endettement, contrebalancée en partie par la baisse du BAIIA ajusté et par l'acquisition de JUICE, qui a entraîné une sortie de trésorerie de 35,3 M\$ au cours du premier trimestre de 2016.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 septembre 2016, la Société avait des lettres de crédit de 7,6 M\$ émises et en cours en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 42,4 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 septembre 2016.

Au 30 septembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le BAIIA ajusté des douze derniers mois). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société prévoit faire un paiement de 61,1 M\$ le 30 novembre 2016. À la suite de ce paiement, la Société aura remboursé un total de 490,3 M\$ depuis le 20 décembre 2012 de ses billets garantis de premier rang, portant ainsi le solde de 800 M\$ à 309,7 M\$ au 30 novembre 2016.

Au 30 septembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit une réduction dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après cette date.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les débetures échangeables) échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 30 septembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

NOTATIONS

DBRS LIMITED	STANDARD & POOR'S RATING SERVICES
B (élevée)/cote de l'émetteur – perspective stable	B/cote de la Société – perspective stable
BB (faible)/cote des billets garantis de premier rang	BB-/cote des billets garantis de premier rang
B (faible)/cote des débentures échangeables	CCC+/cote des débentures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, notamment les rachats obligatoires de billets garantis de premier rang. Au 9 novembre 2016, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 67,7 M\$ et un montant de 42,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions**DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

	Au 10 novembre 2016	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actions ordinaires en circulation	28 075 294	28 075 294	28 063 919
Débentures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 498	2 995 498	2 995 498
Options sur actions en cours ²	763 275	763 275	522 950

¹ Au 10 novembre 2016, le montant en capital des débentures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

² Le solde des options sur actions en cours de 763 275 au 10 novembre 2016 et au 30 septembre 2016 comprend 186 550 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en cours de 522 950 au 31 décembre 2015 comprend 78 000 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FLUX DE TRÉSORERIE
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	119 808 \$	155 398 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	10 431	(249)
	130 239 \$	155 149 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(40 047) \$	(53 436) \$
Ajouts aux immobilisations corporelles	(3 423)	(4 817)
Acquisitions d'entreprises	(35 271)	(51 063)
Autres	(50)	–
	(78 791) \$	(109 316) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement sur la dette à long terme	(36 221) \$	(34 489) \$
Achat d'actions restreintes	(10 472)	(6 838)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	115	423
	(46 578) \$	(40 904) \$

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 35,6 M\$, passant de 155,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 à 119,8 M\$ pour la période correspondante de 2016. Les flux de trésorerie provenant de l'impôt sur le résultat ont représenté une sortie de trésorerie nette de 1,9 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à un montant net d'impôt sur le résultat de 32,5 M\$ reçu pour la période correspondante de 2015 en raison d'un règlement fiscal couvrant des exercices antérieurs. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ont aussi subi l'incidence de la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 7,2 M\$.

Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 a donné lieu à une entrée de trésorerie de 10,4 M\$ comparativement à une sortie de trésorerie de 0,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'entrée de trésorerie au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 découle essentiellement du montant de 16,6 M\$ reçu dans le cadre du règlement d'un avis de cotisation pour les taxes de vente et d'une surveillance étroite de nos créditeurs. La sortie de trésorerie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'explique principalement par la hausse des paiements au titre de la rémunération variable qui a été partiellement contrebalancée par une amélioration au titre du recouvrement de nos créances clients.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 78,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 109,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, nous avons investi un montant de 40 M\$ et de 3,4 M\$, respectivement, dans le développement de logiciels et dans le matériel de systèmes d'information et de technologies de l'information, comparativement à 53,4 M\$ et à 4,8 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement engagées au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2016 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant à accélérer notre transformation en vue de devenir un chef de file du numérique local au Canada. Les investissements diminuent d'un exercice à l'autre, à mesure que notre transformation progresse. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons acquis l'actif net de JUICE pour un prix d'achat de 35,3 M\$. Au cours du troisième trimestre de 2015, nous avons acquis la totalité des actions du réseau DPCF pour un prix d'achat de 50,2 M\$.

Le total des dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail, pour 2016, devrait se chiffrer à environ 60 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement se sont établis à 46,6 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 40,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2016, nous avons remboursé une tranche de 36 M\$ des billets garantis de premier rang comparativement à 34,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 10,5 M\$, comparativement à 6,8 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

(Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme, les débiteurs échangeables et les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 septembre 2016. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	73 364 \$	54 287 \$	130 239 \$	155 149 \$
Dépenses d'investissement	15 142	19 662	43 470	58 253
Flux de trésorerie disponibles	58 222 \$	34 625 \$	86 769 \$	96 896 \$

5. HYPOTHÈSES CRITIQUES

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, le goodwill, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, Hypothèses critiques, de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

NORMES COMPTABLES

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs :

Modifications d'IAS 16, Immobilisations corporelles, et d'IAS 38, Immobilisations incorporelles : Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié le document Modifications d'International Accounting Standard (« IAS ») 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles : Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables*, afin de préciser que l'utilisation de modes d'amortissement fondé sur les produits pour calculer l'amortissement des immobilisations corporelles n'est pas appropriée, puisque les produits générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent généralement des facteurs autres que la consommation des avantages économiques intrinsèques de l'actif connexe. L'IASB précise aussi que les produits ne constituent pas, de façon générale, une base appropriée pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Cette présomption peut toutefois être réfutée dans certaines rares circonstances. Ces modifications doivent être appliquées de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

IAS 1, Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative visant à améliorer les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les rapports financiers. Les modifications à IAS 1 clarifient les exigences actuelles en matière de présentation et d'informations à fournir quant à l'importance relative, les sous-totaux et la ventilation. Les modifications fournissent également des indications supplémentaires sur l'application du jugement professionnel aux exigences en matière d'informations à fournir lors de la préparation des notes complémentaires.

Certaines nouvelles normes, interprétations et certaines nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les *interprétations connexes*. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Repérer le contrat conclu avec le client;
- Relever les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Déterminer le prix de transaction;
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre l'application rétrospective complète ou une approche rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié la version définitive des modifications à IFRS 15. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. Les modifications ne changent pas les principes sous-jacents de la norme, mais elles viennent clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Modifications apportées à IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les variations découlant des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications d'IAS 7 ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

Modifications apportées à IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

6. RISQUES ET INCERTITUDES

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 et à notre notice annuelle datée du 24 mars 2016 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

7. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

À titre de société ouverte, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment le président et chef de la direction et le chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 septembre 2016.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 septembre 2016.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} juillet 2016 et clos le 30 septembre 2016, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.